

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Crise de l'hégémonie mondiale et accélération de l'histoire sociale

Beverly J. Silver et Corey R. Payne

Numéro 25, hiver 2021

Sortie de crise : de la pandémie ou du capitalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94865ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Silver, B. J. & Payne, C. R. (2021). Crise de l'hégémonie mondiale et accélération de l'histoire sociale. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (25), 168–177.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Crise de l'hégémonie mondiale et accélération de l'histoire sociale

Beverly J. Silver, Corey R. Payne¹

Professeure et doctorant en sociologie à l'Université Johns-Hopkins de Baltimore (É.-U.)

Une nouvelle ère de chaos mondial et systémique ?

Alors que dans les années 1990, les États-Unis étaient considérés quasi universellement comme la seule et inébranlable superpuissance du monde, l'idée que l'hégémonie étatsunienne était en crise profonde, en phase potentiellement terminale, a fait son chemin jusqu'à devenir dominante avec l'effondrement financier de 2008. Depuis l'élection de Trump en 2016, la vision selon laquelle nous assistons à l'effondrement irrémédiable de l'hégémonie américaine s'est largement répandue, du fait des conséquences, voulues ou non, des actions de Trump pour « rendre à l'Amérique sa grandeur » (*Make America Great Again*).

La période actuelle est dorénavant largement perçue comme étant à la fois une crise de l'hégémonie américaine et une crise profonde du capitalisme mondial, d'une ampleur inédite depuis les années 1930.

Lorsque les historiennes et les historiens se pencheront sur l'année 2019-2020, deux signes majeurs d'une crise systémique profonde se dégageront : premièrement, la vague de contestation sociale qui a balayé le monde à la suite de la crise financière de 2008, et qui a atteint un premier sommet autour de 2011, puis qui s'est intensifiée avec un crescendo en 2019 ; deuxièmement, l'échec des États occidentaux à reprendre

1 Emmanuel Chaput, doctorant en philosophie à l'Université d'Ottawa, a traduit et résumé le texte original, « Crises of World Hegemony and the Speeding up of Social History », publié dans Piotr Dutkiewicz, Tom Casier et Jan Aart Scholte (dir.), *Hegemony and World Order. Reimagining Power in Global Politics*, New York, Routledge, 2020, p. 17-31.

de manière adéquate à la pandémie mondiale de la COVID-19, ce qui a sapé la crédibilité de l'Occident, et particulièrement celle des États-Unis aux yeux de leurs propres citoyens et citoyennes, et de ceux du reste du monde.

Vers la fin de 2019 – avant que la crise de la COVID-19 ne devienne visible – il semblait que le mouvement de contestation sociale à l'échelle planétaire serait l'événement marquant de la décennie, compte tenu du « tsunami de manifestations qui a balayé l'ensemble des six continents et qui a submergé à la fois les démocraties libérales et les impitoyables autocraties² ». Alors que l'agitation se répandait dans les villes, de Paris à La Paz et de Hong Kong à Santiago, les annonces d'une « année mondiale de la contestation » ou de « l'année du manifestant » faisaient les gros titres des journaux partout dans le monde³. Déjà en 2011, le magazine *Time* avait déclaré que « le manifestant serait leur personnalité de l'année⁴ » au vu de l'agitation populaire qui s'étendait tout autour du globe, du mouvement *Occupy Wall Street* et des mouvements opposés à l'austérité en Europe jusqu'au Printemps arabe et aux mouvements de grève en Chine.

L'ampleur des vagues de contestation sociale à l'échelle planétaire de même que l'incapacité d'une puissance hégémonique sur le déclin à satisfaire les demandes des classes populaires sont autant de signes manifestes que nous sommes au cœur d'une période marquée par l'effondrement de l'hégémonie mondiale. En effet, comme nous l'avons soutenu ailleurs⁵, les périodes antérieures d'effondrement d'un système hégémonique à l'échelle mondiale furent aussi caractérisées par une contestation de masse des classes populaires sous la forme de grèves, de révoltes, de rébellions et de révolutions *et* par l'incapacité des puissances hégémoniques (Pays-Bas, puis Royaume-Uni) sur le déclin à assumer un certain leadership.

L'hégémonie et l'analyse du système-monde

Si l'on conceptualise l'hégémonie comme un « régime légitimé par une puissance dominante », alors l'ampleur et la profondeur de la contestation sociale constituent un signe évident que la légitimité de la ou des puissances dominantes a été fortement ébranlée. Cette double dynamique – la contestation mondiale et la pandémie à l'échelle de la planète – a en outre mis à nu la stupéfiante incapacité des classes

2 Robin Wright, « The story of 2019: protests in every corner of the globe », *The New Yorker*, 30 décembre 2019.

3 Voir par exemple Jackson Diehl, « From Hong Kong to Chile, 2019 is the year of the street protester. But why? », *The Washington Post*, 27 octobre 2019; Keith Johnson, « 2019: a year of global protest », *Foreign Policy*, 23 décembre 2019; Gideon Rachman, « 2019: the year of street protest », *The Financial Times*, 23 décembre 2019; Declan Walsh et Max Fisher, « From Chile to Lebanon, protests flare over wallet issues », *The New York Times*, 23 octobre 2019.

4 Kurt Andersen, « Cover Story. The Protester », *Time*, 14 décembre 2011. NDLR. Il est difficile ici d'appliquer l'écriture inclusive.

5 Giovanni Arrighi et Beverly J. Silver, *Chaos and Governance in the Modern World System*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, chapitre 3.

dirigeantes à concevoir – et encore moins à mettre en œuvre – les changements nécessaires pour répondre adéquatement aux revendications des masses ou à satisfaire leurs demandes croissantes pour leur survie et leur sécurité.

Un régime hégémonique combine en pratique deux éléments : le consentement (par leadership) et la coercition (par domination). Cependant, les cibles du consentement et de la coercition sont différentes. Comme l'écrit Gramsci :

La suprématie d'un groupe social se manifeste de deux manières par la « domination » et par un « leadership » intellectuel et moral. Un groupe social domine les groupes antagonistes qu'il tend à « liquider » ou peut-être à soumettre par la force ; il dirige les groupes alliés ou sympathiques à sa cause ⁶.

Dans le cas d'hégémonies mondiales stables, la dimension du consentement prédomine. La contestation sociale y est relativement peu fréquente et s'inscrit dans des normes légales, à l'exemple des grèves balisées par des négociations collectives institutionnalisées. Dans le cas de crises de l'hégémonie mondiale – comme à l'heure actuelle –, la contestation sociale tend à s'accroître et à prendre des formes de moins en moins balisées, alors que la réponse des classes dirigeantes prend de plus en plus une forme coercitive ⁷.

Les périodes de stabilité de l'hégémonie mondiale sont caractérisées par une situation dans laquelle la puissance dominante peut, de manière crédible, diriger le système-monde dans une direction qui non seulement sert ses propres intérêts, mais qui est également perçue comme au service d'un intérêt plus général, ce qui favorise de ce fait le consentement ⁸.

Cependant, lors des périodes d'effondrement de l'hégémonie, comme c'est actuellement le cas, ces prétentions de la puissance dominante à agir dans l'intérêt général apparaissent de plus en plus creuses et intéressées, y compris aux yeux des « groupes alliés et sympathiques à sa cause ».

Néanmoins, Giovanni Arrighi affirme que la disposition des groupes et des États subordonnés à accepter une nouvelle puissance hégémonique, ou même une puissance purement dominante, devient particulièrement grande au cours des périodes de « chaos systémique », c'est-à-dire dans les « situations, apparemment irrémédiables, d'absence totale d'organisation ⁹ ».

6 Antonio Gramsci, *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci*, New York, International Publishers, 1971, p. 57.

7 Arrighi et Silver, 1999, *op.cit.*, ch. 3 ; Beverly J. Silver, *Forces of Labor. Workers' Movements and Globalization since 1870*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, chapitre 4.

8 Arrighi et Silver, 1999, *op.cit.*, p. 26-28.

9 Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century. Money, Power and the Origins of Our Times*, Londres, Verso, 1994 [2010], p. 31.

À mesure que le XXI^e siècle progresse, les faits s'accumulent et témoignent que le monde est entré dans une nouvelle « ère de chaos systémique – analogue, *mais non identique* au chaos systémique de la première moitié du 20^e siècle¹⁰ ». Également, les faits montrent que les classes dirigeantes recourent de plus en plus aux solutions coercitives¹¹ – ce qui, d'un point de vue à la fois théorique et historique, ne peut qu'accentuer le chaos systémique.

À l'inverse, un pas fait en direction de l'hégémonie mondiale et qui s'éloignerait du chaos systémique nécessiterait que la puissance qui aspire à devenir hégémonique soit capable, d'une part, de reconnaître, *par-delà* l'intérêt du groupe ou de l'État dominant, les revendications des groupes sociaux, qui se distinguent par leur classe et d'autres principes de catégorisation, dont leur statut (au sens wébérien)¹², d'autre part, de mener le système-monde à travers une série de transformations qui, au moins en partie, répondent avec succès à ces revendications. Les transformations qui parviennent à élargir et à approfondir le consentement transforment la « domination pure et simple » en hégémonie.

La contestation sociale à l'échelle planétaire et la demande d'hégémonie mondiale

L'effondrement des fondements sociaux de l'hégémonie mondiale des États-Unis

L'idée d'une « accélération de l'histoire sociale » que l'on retrouve dans le titre de notre texte se rapporte au fait que les contradictions sociales propres à chaque hégémonie (de la domination des pays néerlandais à celle du Royaume-Uni, puis de celle-ci à celle des États-Unis) ont émergé plus rapidement en passant d'une hégémonie à l'autre. Ainsi, les périodes d'hégémonie mondiale d'une relative stabilité sont devenues de plus en plus courtes.

Cette accélération de l'histoire sociale et l'approfondissement de la complexité sociale s'observent lorsque l'on compare la trajectoire de l'hégémonie mondiale états-unienne avec celle des précédentes hégémonies. Comme dans les cas néerlandais et

10 Beverly J. Silver et Giovanni Arrighi, « The End of the Long Twentieth Century », dans Craig Calhoun et Georgi Derluquian (dir.), *Business as Usual. The Roots of the Global Financial Meltdown*, New York, New York University Press, 2011, p. 68.

11 Voir William Robinson, *Global Capitalism and the Crisis of Humanity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

12 NDLR. Nous reprenons ici les concepts de Silver et Payne (ou Arrighi et Silver, *op. cit.*). Mais les débats actuels s'organisent plutôt autour des notions de coconstruction ou consubstantialité des rapports sociaux de classe, de sexe et de race. Voir notamment : Sirma Bilge, « De l'analogie à l'articulation : théoriser la différenciation sociale et l'inégalité complexe », *Prismes féministes. Qu'est-ce que l'intersectionnalité ?*, *L'Homme et la société*, vol. 2, n° 176-177, 2010, p. 43-64 ; Danièle Kergoat, « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », dans Margaret Maruani (dir.), *Femmes, genre et sociétés*, Paris, La Découverte, 2005, p. 94-101.

britannique, l'ancrage de l'hégémonie américaine ne reposait pas uniquement sur sa prépondérance comme puissance économique et militaire, mais dépendait aussi de sa capacité à fournir des solutions réformistes à une série de contestations révolutionnaires. Cependant, le pacte social qui allait soutenir l'hégémonie américaine à la suite de la Seconde Guerre mondiale – le contrat social de la consommation de masse pour les travailleuses et les travailleurs du Nord global et la décolonisation avec la promesse de développement pour le Sud global – avait une étendue plus vaste à la fois *géographique et sociale*, et a ainsi davantage remodelé la structure de classe que les pactes sociaux sur lesquels s'étaient établis tant l'hégémonie néerlandaise que britannique¹³.

L'hégémonie américaine a aussi été la plus brève parce que ses réponses aux contestations révolutionnaires du XX^e siècle se sont révélées insoutenables dans le contexte du capitalisme mondial. Mettre complètement en œuvre les promesses d'une consommation de masse pour la classe ouvrière du pouvoir hégémonique et de ses alliés, et celles d'un développement « rattrapage » pour le tiers-monde aurait rapidement conduit à une réduction des profits¹⁴. C'est pourquoi la crise initiale de l'hégémonie américaine à la fin des années 1960-1970 a résulté de l'entrelacement d'une crise de la profitabilité du capital et d'une crise de légitimité. Car une série de mouvements – des vagues de grèves militantes dans les pays développés jusqu'aux efforts du tiers-monde pour établir un « nouvel ordre économique international » – exigeait dans les faits la réalisation plus rapide et plus complète des promesses implicites et explicites de l'hégémonie américaine.

L'expansion financière et la contre-révolution néolibérale qui a débuté dans les années 1980 ont temporairement résolu cet entrecroisement de crises. Il en est résulté une *Belle Époque*¹⁵ américaine dans les années 1990, puisque puissance et profits étaient rétablis. Toutefois, comme ce fut le cas des *Belles Époques* néerlandaise et britannique, cette résurgence du pouvoir et de la profitabilité s'avéra n'être pour ces hégémonies, selon l'expression de Braudel¹⁶, qu'un signe avant-coureur de l'« automne » plutôt qu'un nouveau printemps.

La financiarisation et le projet néolibéral ont marqué le déplacement de l'hégémonie vers la domination, avec le basculement du consentement vers la coercition. Ceux

13 Arrighi et Silver, 1999, *op. cit.*, chapitre 3 et 5.

14 Immanuel Wallerstein, « Response: declining states, declining rights? », *International Labor and Working-Class History*, n° 47, 1995, p. 25 ; Beverly J. Silver, « "Plunges into utter destruction" and the limits of historical capitalism », dans Roland Atzmüller, Brigitte Aulenbacher, Ulrich Brand, Fabienne Décieux, Karin Fischer et Birgit Sauer (dir.), *Capitalism in Transformation. Movements and Countermovements in the 21st Century*, Northampton (MA), Edward Elgar Publishing, 2019.

15 En français dans le texte original [NDT].

16 Fernand Braudel, *Civilization and Capitalism, 15th–18th Century, Vol. 3. The Perspective of the World*, New York, Harper and Row, 1984.

qui avaient été intégrés au pacte social hégémonique au milieu du XX^e siècle comme partenaires juniors – principalement les ouvriers masculins œuvrant à la production de masse dans les pays du centre – en étaient maintenant éjectés, alors que de nouveaux groupes, de plus en plus militants, et de nouvelles classes se « créaient », et qui ne pouvaient pas aisément être satisfaits par l'ordre hégémonique en déclin – notamment une classe de travailleuses et de travailleurs¹⁷ de plus en plus grande et précarisée dans le Sud global, et une classe de travailleuses et travailleurs immigrants dans le Nord global.

b) *Les fondements sociaux d'une (potentielle) hégémonie mondiale au XXI^e siècle*

- Contester les inégalités entre les pays

À la différence des précédentes hégémonies, toute nouvelle hégémonie mondiale au XXI^e siècle devra apporter un changement significatif à l'équilibre du pouvoir entre l'Occident et « le reste du monde »¹⁸. Toutes les hégémonies passées étaient occidentales de deux façons. D'une part, l'Occident avait acquis une prédominance écrasante comme puissance économique et militaire vis-à-vis du reste du monde. D'autre part, le consentement (propre à l'hégémonie) s'appliquait aux classes et aux groupes alliés au sein des États occidentaux, alors que la coercition (propre à la domination) prévalait, à quelques exceptions près, dans le monde non occidental.

Certes, devant la montée des mouvements de libération nationale dans la première moitié du XX^e siècle, les États-Unis menèrent une transformation du système-monde qui favorisa la décolonisation et normalisa *de jure* la souveraineté nationale. Néanmoins, les principaux leviers de la puissance économique et militaire demeurèrent fermement entre les mains des États-Unis et de leurs alliés occidentaux. Avec la montée de la puissance économique de pays non occidentaux, particulièrement de la Chine, mais pas uniquement, un ordre mondial stable et dominé par l'Occident n'est plus possible. La nouvelle hégémonie mondiale devra apporter une plus grande égalité entre le Nord et le Sud global.

- Contester les inégalités au sein des pays

Un problème récurrent qui a animé les mouvements de contestation au cours de la dernière décennie est l'extrême inégalité sociale. Bien que les « étincelles » aient été « apparemment modestes » – une augmentation de tarif du métro au

17 NDLR. Nous adoptons dans la suite du texte cette traduction de *working classes*, car le terme de classe ouvrière – en général associé à des emplois dans l'industrie – ne traduit pas la diversité des dynamiques de mouvements de travailleurs et de remodelage des classes sociales en relation avec l'analyse de système capitaliste-monde dans laquelle se situe ce texte de B.J. Silver et C. Payne.

18 Vladimir Popov et Piotr Dutkiewicz (dir.), *Mapping a New World Order. The Rest beyond the West*, Northampton (MA), Edward Elgar Publishing, 2017.

Chili, une taxe sur les appels WhatsApp au Liban, une réduction des subventions sur l'essence en Iran et en Équateur et une augmentation du prix du pain au Soudan et des oignons en Inde –, ces soulèvements « expriment le fait qu'une majorité sans cesse croissante de la population mondiale en a assez de l'augmentation du coût de la vie, des faibles salaires [et] de l'érosion du financement public¹⁹ ».

Le début du XXI^e siècle a aussi été marqué par le retour des conflits de travail, mais dans de nouveaux sites géographiques et industriels. Des vagues majeures de grève portées par de nouvelles classes de travailleuses et de travailleurs – particulièrement dans l'Asie du Sud-Est – ont eu lieu, résultant de la restructuration néolibérale de l'économie mondiale²⁰. La Chine, particulièrement, apparaît comme le nouvel épicerie de ces agitations ouvrières à l'échelle mondiale.

Même dans le Nord global, on assiste à une augmentation du militantisme syndical dans des secteurs où des classes de travailleurs ont pris de l'expansion en taille et en importance au cours des dernières décennies, soit les travailleuses et travailleurs immigrants et racisés, qui sont présents principalement dans les emplois précaires et faiblement rémunérés des secteurs d'activité essentielle. De cette façon, la lutte pour les droits des personnes immigrantes devient intimement liée à la lutte pour les droits du travail²¹.

La croissance de nouvelles classes de travailleurs dans le Nord et le Sud global s'est effectuée concurremment avec le « démantèlement » des classes ouvrières industrielles syndiquées, bien payées et très majoritairement blanches qui constituaient les partenaires juniors de l'ordre hégémonique du milieu du XX^e siècle. Abandonnés par le capital pour des localisations meilleur marché ou, dans le cas des employé·e·s du secteur public, voyant leur couverture sociale s'éroder, ces travailleuses et travailleurs ont mené une série de luttes défensives. Les contestations post-2008 contre l'austérité sont particulièrement marquantes à ce titre, mais elles sont loin d'être les seuls exemples de telles luttes²².

Ainsi, l'affirmation de Wallerstein selon laquelle le capitalisme ne pouvait accommoder « et la demande du tiers-monde (de relativement peu pour chacune,

19 Zach Silk, « Protests in Chile around subway fare price hikes are just another example of how economic inequality has become a global crisis », *Business Insider*, 20 décembre 2019. Notre traduction.

20 Sahan Savas Karatasli, Sefika Kumral, Ben Scully et Smriti Upadhyay, « Class, crisis, and the 2011 protest wave. Cyclical and secular trends in global labor unrest », dans Immanuel Wallerstein, Christopher Chase-Dunn et Christian Suter (dir.), *Overcoming Global Inequalities*, Londres, Paradigm Publishers, 2015, p. 184-200.

21 Ruth Milkman, « Immigrant workers, precarious work, and the US labor movement », *Globalizations*, vol. 8, n° 3, 2011, p. 361-372.

22 Karatasli et coll., *op. cit.*, p. 190-191.

mais pour un grand nombre) et [celle de] la classe ouvrière occidentale (de beaucoup pour chacune mais pour un petit nombre relatif)²³ » se trouve vérifiée. Cette situation exclut de voir un nouvel ordre hégémonique s'imposer en proposant un simple retour au modèle antérieur.

- Combattre les dommages environnementaux et les changements climatiques

Toutes les hégémonies mondiales antérieures du capitalisme historique se sont appuyées sur l'*externalisation* des coûts de la reproduction du travail et de la nature. Le monde naturel fut traité comme un apport à coût nul, alors que la profitabilité au niveau du système dépendait du fait de payer la vaste majorité des travailleuses et travailleurs du monde en deçà du coût total de la reproduction de leur force de travail. L'externalisation des coûts pour la reproduction de la force de travail et de l'environnement a été poussée à l'extrême par le modèle du mode de vie américain ou l'*American way of life*, qui a reposé sur un recours intensif aux ressources et sur un fort gaspillage²⁴.

La menace pour le vivant que représente la promesse hégémonique d'universaliser le mode de vie américain a été soulevée par les militantes et militants environnementaux qui luttent contre les changements climatiques, et dont le mouvement a pris de l'ampleur au cours de la dernière décennie, pour culminer avec la grève mondiale des jeunes et des étudiantes et étudiants en septembre 2019.

- Satisfaire les demandes pour la sécurité physique et la dignité

S'exprimant à New York, en 2019, lors de la grève pour le climat, la jeune militante Greta Thunberg déclara : « Nous exigeons un avenir sûr. Est-ce vraiment trop demander ? » En effet, la promesse crédible d'assurer la sécurité est fondamentale pour toute hégémonie. De nos jours, les menaces à la sécurité sont multiples, croissantes et interreliées. Les changements climatiques, le militarisme et la crise des réfugié·e·s sont tous enchevêtrés dans un cercle vicieux qui alimente les dynamiques du chaos systémique du XXI^e siècle.

L'ensemble de ces processus se déploie dans un contexte d'inégalités immenses qui augmentent avec le déclin de l'ordre hégémonique américain. La pandémie de la COVID-19 met en lumière ces inégalités sociales pour ceux et celles qui n'avaient pas d'yeux pour voir²⁵. Elle a mis en relief les lignes de faille préexistantes dans l'ordre mondial : les inégalités croissantes, l'insécurité de l'emploi et des moyens de subsistance, la crise des réfugié·e·s et la menace imminente des changements climatiques.

23 Wallerstein, 1995, *op. cit.*

24 NDLR. Lié notamment à l'obsolescence programmée des marchandises.

25 Max Fisher et Emma Bubola, « As coronavirus deepens inequality, inequality worsens its spread », *The New York Times*, 16 mars 2020.

Le rôle d'une hégémonie mondiale au XXI^e siècle

« Quelle sorte d'hégémonie, si tant est qu'il y en ait une, pourrait bien émerger dans le monde actuel, avec sa prolifération de défis et ses profonds changements systémiques ?²⁶ ». La thèse soutenue dans le présent texte nous amène à une série de réponses interreliées. Mais la question que nous devons nous poser ici est : *avons-nous atteint les limites de l'hégémonie dans le contexte d'un système-monde capitaliste ?*

L'un des traits communs à toutes les hégémonies passées est qu'elles sont parvenues à trouver des solutions *réformistes* aux défis *révolutionnaires* posés par les mouvements de masse. Avec « l'accélération de l'histoire sociale » cependant, il faut se demander s'il est possible de trouver une solution réformiste crédible aux défis posés par les mouvements de masse actuels.

Jusqu'à récemment, de tels efforts réformistes n'étaient pas au programme de la plupart des élites économiques et gouvernementales de la planète. Au contraire, ce sont les mesures coercitives et le fait de maintenir coûte que coûte le projet néolibéral qui étaient à l'ordre du jour²⁷. Toutefois, les répercussions de la pandémie mondiale semblent finalement avoir ébranlé la confiance des détenteurs du pouvoir comme en témoigne la prise de position du *Financial Times*²⁸, qui propose essentiellement un retour au pacte social du milieu du XX^e siècle.

Mais ce retour aux solutions du milieu du XX^e siècle n'est pas viable. Le projet hégémonique étatsunien, qui disait poursuivre un objectif d'universalisation du mode de vie américain, s'est échoué sur une crise combinée de rentabilité et de légitimité seulement deux décennies après son lancement. On doit donc s'attendre, à moins d'un engagement clair de donner la priorité à la protection des êtres humains et de la nature plutôt qu'à la quête du profit, qu'un nouveau contrat social soit à nouveau abandonné par la classe dirigeante dès qu'il menacera la profitabilité (comme le compromis fordiste l'a menacée dans les années 1960-1970)²⁹.

Une nouvelle hégémonie mondiale nécessiterait donc une remise en question radicale du pouvoir et des politiques mondiales. Les mouvements sociaux joueront sans doute un rôle clé dans ce processus, soit directement, soit en générant une pression au changement sur les États qui aspirent à devenir hégémoniques. Quoi qu'il en soit,

26 Jan Aart Scholte, Tom Casier, Piotr Dutkiewicz, « Hegemony in world politics. An introduction », dans Aart Scholte, Tom Casier, Piotr Dutkiewicz (dir.), *Hegemony and World Order. Reimagining Power in Global Politics*, New York, Routledge, 2020, p. 1-14.

27 Silver, 2019, *op. cit.* NDLR. Voir aussi à ce sujet : « Une résistance émerge face à des élites particulièrement cruelles. Entrevue avec Beverly J. Silver » par Carole Yerochewski dans le numéro 23 des *Nouveaux Cahiers du socialisme*, hiver 2020.

28 Le comité éditorial, « Virus lays bare the frailty of the social contract » *Financial Times*, 3 avril 2020.

29 Silver, 2019, *op. cit.*

une sérieuse « ré-imagination des stratégies, des structures organisationnelles et des idéologies » des mouvements, y compris de l'« internationalisme », est nécessaire³⁰ si nous voulons être collectivement à la hauteur de la tâche de fournir des solutions systémiques aux problèmes systémiques hérités de la période d'hégémonie mondiale des États-Unis.



³⁰ Sahan Savas Karatasli, « The twenty-first century revolutions and internationalism : a world historical perspective », *Globalizations*, vol. 16, n° 7, 2019, p. 985-997.